

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Manifestation-a-Paris-denonce-la-complete-incoherence-du-gouvernement-colombien>

# **Manifestation à Paris dénonce « la complète incohérence du gouvernement colombien »**

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 3 octobre 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Plusieurs dizaines de personnes, parmi lesquelles la fille de la franco-colombienne Ingrid Betancourt retenue en otage par la guérilla des FARC depuis février 2002, se sont rassemblées samedi à Paris pour réclamer une plus grande implication du président colombien Alvaro Uribe dans la libération des otages en Colombie.**

### **Par l'Agence France-Presse**

Le samedi 1er octobre 2005

Selon Melanie Betancourt, cette manifestation avait pour objectif de dénoncer « la complète incohérence du gouvernement colombien » et exiger que celui-ci « assume ses responsabilités afin de libérer toutes les personnes retenues en otage » en Colombie.

Le rassemblement auquel ont participé plusieurs personnalités françaises, dont la journaliste Florence Aubenas, ex-otage en Irak, s'est déroulé dans le calme devant la résidence de l'ambassadeur de Colombie à Paris.

Les membres du comité de soutien à Ingrid Betancourt ont déployé des banderoles demandant au gouvernement du président Uribe de ne pas faire « obstacle à la libération des otages ».

« Cela fait trois ans et demi que nous discutons des conditions d'un accord humanitaire. Mais durant tout ce temps, il ne s'est rien passé. C'est du temps perdu pendant lequel les otages ont été en danger et beaucoup trop de temps de vie volé à nous tous », a ajouté la fille d'Ingrid Betancourt.

Le 27 septembre, le comité de soutien de l'otage franco-colombienne, avait déposé au ministère français des Affaires étrangères une pétition comportant 95.654 signatures, dénonçant les obstacles dressés par le gouvernement colombien dans les négociations pour sa libération.

Ingrid Betancourt, 42 ans, est otage des FARC, principale guérilla du pays andin avec 17.000 hommes, depuis le 23 février 2002.

Les FARC réclament la libération de 500 de leurs hommes emprisonnés en échange de celle de 59 personnalités militaires et politiques.